Nations Unies

S/PV.7921



Conseil de sécurité

Soixante-douzième année

Provisoire

7921e séance

Mercredi 12 avril 2017, à 10 heures

New York

Président :	Mme Haley	(États-Unis d'Amérique)
Membres :	Bolivie (État plurinational de)	M. Llorentty Solíz
	Chine	M. Liu Jieyi
	Égypte	M. Aboulatta
	Éthiopie	M. Alemu
	Fédération de Russie	M. Safronkov
	France	M. Delattre
	Italie	M. Cardi
	Japon	M. Bessho
	Kazakhstan	M. Umarov
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Rycroft
	Sénégal	M. Seck
	Suède	M. Skoog
	Ukraine	M. Yelchenko
	Uruguay	M. Rosselli

Ordre du jour

La situation au Moyen-Orient

17-09853 (F)





La séance est ouverte à 10 h 10.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation au Moyen-Orient

La Présidente (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant de la République arabe syrienne à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M. Staffan de Mistura, Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne maintenant la parole à M. de Mistura.

M. de Mistura (*parle en anglais*) : Les enjeux en Syrie aujourd'hui sont très élevés; nous savons tous pourquoi. Suite aux récents événements, deux voies s'ouvrent à nous : l'une, attisée par les divisions régionales et internationales, qui verrait plus d'atrocités, plus de destructions et plus de morts, voire une intensification du conflit et une aggravation des affrontements. C'est ce que craignent tous les Syriens, et je partage leurs craintes.

Mais il y a une autre voie, celle de pourparlers plus sérieux, d'une véritable désescalade et d'un vrai cessez-le-feu, et du ralliement derrière la seule manière possible de mettre fin au cauchemar syrien. Nous avons d'urgence besoin que les grandes parties prenantes s'entendent et appuient concrètement le processus de négociation dirigé par l'ONU, et c'est précisément l'occasion de le faire avec pour objectif de parvenir à un ensemble de mesures conduisant à une transition politique agréée entre les parties, ordonnée, clairement définie, crédible et irréversible, comme le prévoit la résolution 2254 (2015).

Avant les événements de la semaine dernière, nous étions en train d'avancer lentement mais sûrement en direction de cet objectif. La cinquième série de pourparlers entre les Syriens à Genève n'a pas vu de percée – soyons francs – mais pas d'effondrement, non plus. Les parties ont abordé, vraiment abordé, les questions de fond pendant neuf jours complets, ce qui n'est pas un petit exploit. Les échanges ont été pour la plupart pragmatiques et polis, et le dernier jour, tous les participants m'ont dit être prêts à revenir à Genève pour un sixième round en mai, à notre invitation.

Le Gouvernement et l'opposition ont discuté en parallèle, sous la forme de pourparlers indirects, des quatre ensembles ou corbeilles de questions : gouvernance, processus constitutionnel, élections et questions liées à la lutte antiterroriste et à la gouvernance de la sécurité, ainsi que les mesures de confiance. Ces pourparlers étaient délimités par l'objectif d'une transition politique, tout en préservant – car à l'évidence, nous ne voulons pas reproduire les erreurs du passé – la souveraineté, l'unité, l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Syrie telles que réaffirmées dans le Communiqué de Genève (S/2012/522, annexe), les déclarations du Groupe international de soutien pour la Syrie (GISS) et les résolutions 2118 (2013), 2254 (2015), 2268 (2016) et 2336 (2016), que les membres du Conseil connaissent bien, puisque ce sont eux qui les ont adoptées.

Certes, les délégations n'avaient pas toutes les mêmes sujets de prédilection et oui, les divergences sont encore très grandes, mais tout le monde à Genève a abordé les quatre corbeilles de questions. Les participants ont également discuté des principes généraux concernant les caractéristiques du futur État syrien après la transition. Ces idées avancées par l'ONU restent des pistes qui peuvent être développées plus avant à mesure que les négociations progresseront sur le fond concernant chacun des ensembles de questions. Un jour – prochain, nous l'espérons –, toutes ces discussions formeront un tout qui sera soumis à une négociation d'ensemble, à une négociation véritable.

Même s'il était prématuré de vouloir obtenir un terrain d'entente à ce stade, certains éléments sont apparus assez clairement ou plus clairement qu'auparavant, du moins pour moi, et peut-être aussi pour les Syriens. Par exemple, il m'a semblé que le sentiment général était de plus en plus que la transition devait reposer sur un socle juridique et constitutionnel solide et que les modalités et l'objectif final devaient être clairement définis et agréés. J'avais espéré qu'il nous aurait été possible d'aborder plus en détail la dimension constitutionnelle, laquelle pourrait potentiellement permettre de trouver la manière de donner un fondement constitutionnel solide à la transition et de déterminer comment les Syriens, au stade de la transition, pourraient rédiger et approuver une nouvelle constitution. Néanmoins, le processus a gagné en profondeur, et cela ne doit pas être sous-estimé.

Mais aujourd'hui, soyons francs, ces progrès fragiles sont en grave danger. Déjà à Genève, les

pourparlers étaient éclipsés par l'intensification des combats sur le terrain et le fait qu'il continue de ne pas y avoir un accès humanitaire sûr, soutenu et sans entrave. J'ai envoyé des lettres officielles aux garants du cessez-le-feu d'Astana, la Fédération de Russie, la Turquie et l'Iran, et j'ai appelé tous ceux à même d'exercer une influence ou de faire levier à rétablir la crédibilité du cessez-le-feu et à faire davantage pour que l'ONU puisse avoir accès aux 4,7 millions de personnes vivant dans des zones assiégées et difficiles d'accès. De notre côté, nous sommes prêts.

Les déplacements se sont également poursuivis. Au cours des 30 derniers jours, plus de 6 000 pompiers et leurs familles ont été évacués de Waar vers Edleb dans le cadre d'accords locaux. Des informations inquiétantes nous sont également parvenues concernant les « quatre localités », comme on les appelle.

Les déclarations politiques publiées après les pourparlers de Genève ont également envoyé plusieurs signaux d'alerte. Le Gouvernement a proclamé son intention de reconquérir l'ensemble du territoire syrien au lieu de mettre l'accent sur un cessez-le-feu qui s'accompagnerait de négociations réelles. De l'autre côté de l'échiquier, plusieurs voix de l'opposition ont également exprimé leur appui aux offensives militaires, y compris les combats menés par des groupes terroristes inscrits sur la liste établie par la communauté internationale, voire mis en doute la nécessité de retourner à Genève, préférant donner la priorité à une solution militaire. Puis, alors que les représentants de plus de 70 pays et organisations internationales étaient réunis à Bruxelles pour ce qui était censé être – et a été – une réunion importante concernant l'avenir de la Syrie afin de répondre aux besoins humanitaires syriens et de s'engager en faveur de la reconstruction après la transition, chose ô combien nécessaire, nous avons été les témoins des horreurs infligées par des armes chimiques à des victimes syriennes innocentes, y compris des enfants, des femmes et des hommes, à Khan Cheikhoun.

Cette atrocité a choqué la conscience de la grande famille humaine. Les gens partout dans le monde ont réalisé une fois de plus que la calamité syrienne n'est pas seulement un affront à nos valeurs partagées, mais qu'elle peut affecter la vie des citoyens de tous les pays, en particulier si l'emploi d'armes chimiques et les crimes de guerre, le terrorisme, les déplacements de masse et la guerre sans fin viennent à être acceptés comme une chose avec laquelle il faut vivre. Les Syriens ne peuvent pas vivre comme cela, et nous non plus, où que nous soyons.

Quelques jours plus tard, les États-Unis ont mené une frappe au moyen de 59 missiles Tomahawk contre la base aérienne d'Al-Shayrat. Le Secrétaire général adjoint Feltman a présenté un exposé au Conseil à propos de cette évolution extrêmement sérieuse vendredi (voir S/PV.7919). Depuis, les combats et la violence ont redoublé, avec de nouvelles allégations concernant l'utilisation de bombes à sous-munitions dans des zones habitées, de barils d'explosifs et d'armes incendiaires, y compris à proximité de Khan Cheikhoun.

Le Secrétaire général a fait très clairement connaître sa position. Il s'est dit horrifié par l'attaque à l'arme chimique à Khan Cheikhoun et a demandé que des comptes soient rendus pour ces crimes. Après la frappe aérienne menée par les États-Unis, il est conscient du risque d'escalade et a lancé un appel à la retenue. Il demande le rétablissement du cessez-le-feu dans tout le pays et appelle à se recentrer sur la nécessité d'une solution politique, qui est également essentielle dans la lutte contre le terrorisme.

L'heure est au discernement, à la stratégie, à l'imagination et à la coopération. Sur place, ceux qui ne veulent pas d'un règlement politique négocié – nous les appelons les fauteurs de troubles, comme les membres du Conseil le savent – ne reculent devant rien pour saper le processus politique. Ils veulent que nous tombions dans leur piège. Nous ne devons pas le permettre. Nous devons tous déclarer que le moment est venu pour les pourparlers entre Syriens de dépasser le stade des discussions préparatoires et d'entrer dans le vif du sujet, s'agissant des quatre corbeilles de questions, afin de convenir d'un ensemble de mesures de transition négociées et concrètes.

L'ONU est prête à jouer son rôle. J'ai consulté le Secrétaire général, et pour ma part, je vais continuer de servir à mon poste, surtout compte tenu de l'urgence actuelle. Je suis disposé à convoquer de nouveau des pourparlers en mai, et l'ONU est prête à proposer un point de départ concret et portant sur le fond pour les discussions et les négociations entre les Syriens. Mais avant cela, il convient de régler quelques questions, si nous le pouvons.

À l'heure où nous parlons, le Secrétaire d'État américain Tillerson est à Moscou pour rencontrer le Gouvernement russe. Nous nous félicitons de cet échange diplomatique direct et de haut niveau à ce

moment crucial entre les États-Unis et la Russie. J'étais moi-même à Moscou juste avant la dernière série de pourparlers et à Washington, hier. J'ai participé au nom de l'ONU à la rencontre trilatérale avec les États-Unis et la Russie durant les pourparlers de Genève. Ces deux pays, qui président ensemble le GISS, ont de sérieuses divergences de vues – nous le savons – mais aussi des intérêts communs et, de fait, des responsabilités communes. Ils doivent trouver le moyen de travailler ensemble de manière résolue, réaliste et concertée afin de stabiliser la situation et d'appuyer le processus politique. En effet, le Conseil, la région et les membres du GISS doivent se rallier autour d'un même processus de médiation à Genève.

Il faut également que les garants du cessez-le-feu intensifient leurs efforts et s'acquittent de leurs engagements. Des pays puissants ont assumé la responsabilité d'être des garants du cessez-le-feu. Ces garanties sont mises gravement à l'épreuve. La semaine prochaine, les garants se réuniront à Téhéran à l'occasion d'une réunion de travail avant une réunion de plus haut niveau qui doit se tenir à Astana au début de mai. Nous les exhortons à œuvrer au renouvellement du cessez-le-feu et à l'adoption des mesures de renforcement de la confiance liées au cessez-le-feu, alors que se poursuivent les efforts de lutte contre le terrorisme. Astana doit renforcer Genève et vice versa. C'est pour cette raison que des représentants de l'ONU seront à Téhéran et à Astana et apporteront tout l'appui technique possible à ce qui, pour nous, est un étape très importante.

Cela a été dit à maintes reprises. Nous l'avons dit collectivement à maintes reprises, mais je le répète : il ne peut y avoir qu'une solution politique à ce conflit sanglant. Il n'y a pas de solution militaire, quoique certains pensent ou essaient de faire. C'est ce que m'ont dit des Syriens de tous les milieux. C'est ce que nous ont dit les participants à la Civil Society Support Room et au Conseil consultatif des femmes syriennes. C'est ce que souhaitent les Syriens. C'est ainsi qu'en ont convenu les membres du Conseil depuis longtemps. Par conséquent, considérons ce moment de crise – et il s'agit bien d'un moment de crise – comme le début d'une nouvelle ère et une occasion de nous montrer encore plus sérieux dans la recherche d'une solution politique.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je remercie M. De Mistura de son exposé et nous saluons vivement son engagement et son leadership s'agissant de cette question.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M. Rycroft (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier Staffan de Mistura de son exposé et des efforts inlassables qu'il déploie pour parvenir à un règlement politique du conflit en Syrie. Il peut compter sur notre plein appui sans faille.

En dépit de ses efforts et des efforts consentis par le Conseil de sécurité et la communauté internationale, le peuple syrien attend en vain une solution politique depuis plus de six ans. Les Syriens connaissent plus de six ans une barbarie qui ne cesse de s'exacerber et de s'intensifier, des cessez-le-feu qui ont échoué et de promesses non tenues. Depuis plus de six ans, le Conseil est tenu en otage par l'appui éhonté que la Russie apporte au régime d'Al-Assad – un appui dont ce régime se vante. Tout au long de cette période, nous nous sommes réunis dans cette salle pour discuter d'atrocités après atrocités, en espérant que Al-Assad irait finalement jusqu'au bout de sa cruauté et comprendrait enfin qu'il faut dialoguer. Toutefois, sans faute, à chaque fois, il est tombé encore plus bas.

Des scientifiques britanniques spécialistes d'armes chimiques ont analysé les échantillons recueillis à Khan Cheikhoun. Ces tests ont été positifs quant à la présence du sarin, un agent neurotoxique, ou d'une substance similaire au sarin. Par conséquent, le Royaume-Uni souscrit à l'analyse des États-Unis selon laquelle le régime a très probablement lancé une attaque au sarin contre Khan Cheikhoun le 4 avril. Cet emploi ignoble d'armes chimiques – des armes dont Al-Assad avait accepté la destruction en 2013 – n'est que le dernier d'une longue liste d'attaques odieuses. Par cette attaque, il a clairement indiqué qu'il n'était pas engagé en faveur d'un cessez-le-feu ni du processus d'Astana, portant ainsi atteinte à la crédibilité de la Russie. Alors que nous pleurons les victimes de l'attaque chimique qui a pris pour cible Khan Cheikhoun, nous ne devons pas oublier les 13,5 millions de personnes qui, à cause d'Al-Assad, ont besoin d'une aide humanitaire de toute urgence et attendent la paix depuis longtemps. Il est clair aujourd'hui – d'ailleurs, depuis un certain temps – qu'Al-Assad n'a pas de place dans l'avenir de la Syrie.

Toutefois, il y a un moyen de mettre fin à ce cauchemar que les Syriens continuent de vivre. Le Communiqué de Genève de 2012 (S/2012/522, annexe) et la résolution 2254 (2015), que nous avons adoptés à l'unanimité, tracent la voie de la paix en Syrie. Nous

avons un Représentant spécial en la personne de Staffan de Mistura, qui est à juste titre déterminé à préserver le processus politique et à lancer une nouvelle initiative facilitée par les Nations Unies. Nous avons une opposition qui est prête à adopter une démarche pragmatique s'agissant des pourparlers et des millions et des millions de Syriens à l'intérieur et à l'extérieur du pays qui appellent de leurs vœux la paix depuis longtemps. Pourtant, nous voici de nouveau dans cette salle alors que le régime, qui ne manifeste aucun intérêt pour la paix, enhardi par l'appui de la Russie au Conseil, continue de larguer des bombes et d'utiliser des armes chimiques.

À maintes reprises, la Russie a abusé de son droit de veto pour protéger ce régime et défendre son emploi d'armes chimiques. Qu'est-ce que la Russie a reçu en échange de son recours au droit de veto à sept reprises pendant six ans? Je voudrais le dire à tout le monde. Il est maintenant avéré que l'initiative de la Russie datant de 2013 et visant à détruire les armes chimiques de la Syrie est un véritable désastre. La fierté affichée par la Russie s'agissant du processus d'Astana s'est transformée en humiliation, et la crédibilité et la réputation de la Russie de par le monde ont été entachées par son association toxique avec Al-Assad. La Russie a choisi de se ranger du côté d'un assassin barbare plutôt que du côté de ses pairs au sein de la communauté internationale. Elle a choisi d'être du mauvais côté de l'histoire. Cependant, il n'est pas trop tard pour que la Russie change de cap. Il n'est pas trop tard pour que la Russie s'acquitte de ses responsabilités en tant que membre permanent du Conseil de sécurité. Il n'est pas trop tard pour que la Russie use enfin de son influence sur le régime pour mettre fin au conflit.

Il faut lancer des efforts dignes de ce nom, en s'employant d'abord à mettre fin à l'emploi d'armes chimiques et de barils explosifs et en déployant de véritables efforts pour parvenir à un cessez-le-feu et garantir l'accès humanitaire. Ce faisant, la Russie peut créer les conditions nécessaires pour donner un nouvel élan au processus politique, qui doit déboucher sur une transition politique et aboutir à la formation d'un gouvernement qui représente tous les Syriens. Si la Russie agit ainsi et choisit cette voie, nous sommes prêts à coopérer avec elle pour préserver les institutions syriennes au moyen de la transition politique. Nous sommes prêts à trouver des moyens de coopérer avec la Russie pour lutter contre Daech et contrer d'autres menaces terroristes internationales. Nous sommes prêts à coopérer avec la Russie en tant que partenaire constructif du Conseil. Alors qu'Al-Assad n'offre à la Russie que la honte et l'humiliation, nous offrons à la Russie autre chose : la chance de travailler en collaboration avec la communauté internationale en tant que membre crédible de celle-ci.

Pour terminer, cela fait plus de six ans que les Syriens attendent. Des centaines de milliers de personnes sont mortes. Des hôpitaux, des écoles et des maisons ont été détruits en grand nombre. Maintenant plus que jamais, la communauté internationale doit joindre ses efforts pour mettre un terme à ce conflit insensé. C'est pour cette raison que nous sommes solidaires avec les États-Unis et sa décision de prendre des mesures militaires visant l'aérodrome de Sharyat d'où ont été lancées les attaques de la semaine dernière. Nous sommes solidaires avec nos alliés du Groupe des Sept et tous ceux qui sont déterminés à dissuader quiconque voudrait utiliser des armes chimiques à l'avenir et à instaurer finalement la paix en Syrie.

M. Aboulatta (Égypte) (*parle en arabe*) : Nous sommes de nouveau réunis pour discuter d'une crise qui a fait des centaines de milliers de victimes innocentes, qui a conduit au déplacement de millions de familles et qui a contribué à créer un refuge pour des dizaines de milliers de mercenaires et de terroristes dont la présence constitue une menace pour la région et le monde. En dépit de cette catastrophe humanitaire et de sécurité qui frappe la Syrie et du fait que le conflit syrien est en tête des priorités des médias, des politiciens et, depuis plusieurs années, du Conseil de sécurité, et même si nous avons répété nos expressions de condamnation et de compassion à satiété, cette tragédie se poursuit sans relâche et sans merci. Les années passent, et la crise a gagné en intensité et en complexité à telle enseigne que la solution politique, qui devait être la solution définitive, n'est plus qu'un premier pas pour tenter de contenir les conséquences catastrophiques que subissent les Syriens et les pays de la région, et qu'ils continueront de subir pendant de longues années.

Je déplore que, pendant ces longues années, à chaque fois qu'il nous a paru que la solution politique était proche et que ses grandes lignes logiques pour atteindre un règlement étaient claires dans nos esprits et dans les documents internationaux – documents qui ont fait l'objet d'un consensus –, nous nous sommes retrouvés devant un nouveau casse-tête, devant de nouvelles dissensions et polarisations internationales et régionales.,Au lieu de parvenir à rapprocher les différents points de vue défendus par les différentes parties

syriennes, la communauté internationale les pousse à se retrancher derrière de faux espoirs de parvenir à une victoire chimérique et creuse, qui ne se réalisera pas, une victoire au terme d'une course effrénée, qui ne parviendra qu'à intensifier les souffrances du peuple syrien.

Nous avons maintes fois dit combien il était grave d'accepter cette polarisation, tant au sein et à l'extérieur du Conseil. Comme je l'ai dit plus d'une fois, les divergences de vues et la compétition qui existent sur les plans international et régional – qui parfois n'ont rien à voir avec la Syrie –, ne mèneront qu'à davantage de morts inutiles. Ne pas se livrer à l'ingérence, ne pas appuyer telle ou telle partie en Syrie ne signifie pas que l'on cherche à esquiver ses responsabilités, bien au contraire. C'est simplement comprendre que cette crise n'aura aucun vainqueur, et que sa poursuite implique uniquement la poursuite des souffrances ressenties par les innocents que sont nos sœurs et frères syriens.

Nous allons continuer, au sein du Conseil comme à l'extérieur, à tenter de trouver un terrain d'entente pour mettre un terme à cette guerre, qui est menée par procuration et qui met en péril l'avenir du peuple syrien. C'est pourquoi je voudrais appeler à nouveau les différents pôles internationaux, notamment les États-Unis et la Fédération de Russie, coprésidents du Groupe international du soutien pour la Syrie, à œuvrer au plus tôt pour parvenir à s'accorder sur le plan politique et sur le terrain. Je voudrais réaffirmer à cet égard que la coopération doit rester l'outil principal pour contenir les forces qui tentent de saper et de détruire les perspectives de l'accord, et qui essaient d'instrumentaliser le vide créé par cette polarisation, pour que la situation s'envenime et pour faire échouer toute tentative d'y mettre un terme.

C'est pourquoi je me permettrai d'appeler les parties politiques syriennes, quelles que soient leurs orientations, à se montrer à la hauteur de leurs responsabilités et à entamer, de bonne foi et sans conditions préalables, des négociations sérieuses et objectives, dans l'intérêt de l'avenir du pays, sous les auspices de l'Envoyé spécial du Secrétaire général, M. De Mistura. J'appelle ces parties à mettre de côté leurs intérêts étriqués et à comprendre que ce sont elles et le peuple syrien qui sont perdants.

Je rappelle également que l'intérêt du peuple syrien et l'intérêt de ces parties ne se réalisera pas grâce à l'appui de tel ou tel soutien étranger. J'en veux pour preuve que ces six dernières années n'ont eu pour seule conséquence que l'aggravation de la destruction et de la désolation dans ce pays, qui a immensément contribué à la civilisation arabe et musulmane. Je n'exagère pas lorsque je dis que parvenir à un accord qui réponde à l'intérêt syrien doit obliger toutes les parties à accepter la volonté des Syriens.

Compte tenu de la gravité de ce que la Syrie a subi et de l'incapacité du Conseil à s'accorder pour ouvrir une enquête sur ce qui s'est passé à Khan Cheikhoun, j'appelle à nouveau que soit ouverte une enquête exhaustive, objective et indépendante.

Pour terminer, je remercie l'Envoyé spécial du Secrétaire général, M. Staffan de Mistura, de ses efforts pour faire avancer les négociations de Genève. Nous réaffirmons que l'Égypte ne ménagera aucun effort pour appuyer cette initiative, en se fondant sur le Communiqué de Genève (S/2012/522, annexe), la résolution 2254 (2015) et la feuille de route adoptée à cet égard.

M. Delattre (France) : Voici une semaine, le régime a attaqué une nouvelle fois à l'aide d'armes chimiques. Quatre-vingt-six personnes au moins sont mortes asphyxiées près d'Edleb, des centaines ont été blessées. Les symptômes observés, tout comme le nombre dramatique de décès, sont caractéristiques de l'emploi d'un agent neurotoxique, probablement un mélange à base de sarin. La décision des États-Unis de frapper la base d'Al-Shayrat a répondu à la gravité de l'acte et de la menace. Elle a adressé au régime syrien le message qu'il aurait dû entendre depuis de longues années déjà : le temps de son impunité est désormais révolu.

La France a proposé, conjointement avec les États-Unis et le Royaume-Uni, un projet de résolution dont la mise au vote est prévue tout à l'heure au Conseil de sécurité. Ce texte simple et équilibré condamne l'attaque du 4 avril et réaffirme le soutien des Nations Unies à l'enquête de la Mission d'établissement des faits sur les conditions de cette attaque et la nature de la substance utilisée. Il s'agit de rassembler le Conseil autour d'un objectif fondamental : la protection du régime international de non-prolifération, bafoué en Syrie, et la lutte contre l'impunité des auteurs d'attaques chimiques.

Au-delà de la tragédie de Khan Cheikhoun, c'est toute la Syrie qui offre aujourd'hui un paysage de dévastation et de désolation. La cessation des hostilités, telle qu'elle devait être garantie par l'accord du 30 décembre et le processus d'Astana, n'existe plus.

Les soutiens du régime n'ont jamais agi sérieusement pour qu'il la respecte. La situation humanitaire se détériore de jour en jour. Partout, le régime resserre son étau autour des populations civiles, en refusant d'accorder les autorisations nécessaires aux plans mensuels de convois humanitaires. Ne nous y trompons pas, il s'agit là d'une politique délibérée d'obstruction et de siège, pour contraindre les opposants à se rendre et les populations à fuir – en violation des résolutions du Conseil de sécurité et des principes fondamentaux du droit international humanitaire.

Les alliés du régime syrien ont la responsabilité, à travers toutes les pressions appropriées, de le contraindre à respecter enfin ses obligations. Au premier rang, la Russie, en tant que puissance garante, pour le régime, de la cessation des hostilités annoncée en décembre dernier, doit transformer ses engagements en actes. Dans l'immédiat, l'urgence doit être de contraindre le régime syrien à respecter enfin la cessation des hostilités, et à permettre enfin l'accès de l'assistance humanitaire nécessaire à tous ceux qui en ont besoin.

Le régime de cessation des hostilités doit notamment être complètement renouvelé. Il nous faut éviter les failles des précédents et mettre en place un mécanisme d'observation plus inclusif, plus cohérent et plus robuste. La France appelle depuis septembre dernier à la mise en place d'un tel mécanisme d'observation de la cessation des hostilités. Certains nient l'évidence mais, quoi qu'il advienne, nous ne pourrons plus faire comme si l'attaque du 4 avril n'avait pas eu lieu. Nous ne pourrons plus faire comme si ce bilan de désolation et de chaos n'était pas, en premier lieu, le bilan du régime de Bashar Al-Assad. L'attaque de Khan Cheikhoun n'est que le rappel d'une sinistre réalité sur laquelle la France, depuis août 2013, n'a jamais cessé d'alerter les membres du Conseil de sécurité.

Nous devons nous entendre aujourd'hui autour d'une évidence : une solution politique aboutissant à une véritable transition est plus urgente et nécessaire que jamais. Tant que ce régime se maintiendra au pouvoir par la terreur et la destruction, avec la complicité de ceux qui le soutiennent, il n'y aura jamais de paix et de reconstruction de la Syrie; les millions de réfugiés lancés sur les routes de l'exil n'auront aucun espoir de retrouver leurs foyers; et nous ne viendrons jamais à bout de la menace terroriste, qui continuera de se nourrir de la violence et de la désolation qui l'ont fait naître et prospérer. L'urgence absolue, la priorité des priorités est donc la reprise des négociations pour arracher ensemble une solution politique.

Il appartient pour cela à chacun d'entre nous d'exercer sur les protagonistes les pressions nécessaires pour qu'ils s'engagent sans délai et de bonne foi dans ces négociations. La France renouvelle dans ce contexte son plein et entier soutien et toute sa confiance à l'Envoyé spécial pour la Syrie, M. Staffan de Mistura, dont l'engagement est exemplaire. Elle salue son annonce de reprise des négociations sous l'égide des Nations Unies à la mi-mai et l'encourage à engager le prochain cycle de négociations sur le fondement d'un calendrier accéléré, avec l'objectif de parvenir le plus rapidement possible à un accord sur une véritable transition politique, conforme à la résolution 2254 (2015) et au Communiqué de Genève (S/2012/522, annexe). Plus aucun des États Membres réunis aujourd'hui à la table du Conseil de sécurité ne peut désormais échapper à ses responsabilités et faire l'économie de cette solution. Au-delà des choix politiques, au-delà des intérêts nationaux, au-delà même des considérations morales, c'est un impératif de sécurité collective, et c'est bien le cœur du mandat et de la responsabilité partagée par les membres du Conseil de sécurité.

Un mot pour conclure. Les développements des derniers jours ont fait bouger les lignes en démontrant, s'il en était besoin, l'urgence d'une transition politique en Syrie et en créant, nous l'espérons, les conditions d'un réengagement de tous les principaux acteurs en faveur d'une telle solution politique. Face à cette tragédie syrienne qui n'en finit pas de descendre vers les abîmes les plus profondes, nous avons aujourd'hui plus que jamais l'obligation, mais peut-être aussi l'opportunité, de donner une impulsion décisive au processus politique. Alors sachons saisir ce moment, un moment de vérité. Sachons saisir cette opportunité. Sachons assumer ensemble nos responsabilités devant l'histoire.

M. Rosselli (Uruguay) (*parle en espagnol*) : Nous remercions une fois encore l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, M. Staffan de Mistura, et toute son équipe de leur travail inlassable et de leur détermination à aller de l'avant en dépit de toutes les difficultés. C'est avec satisfaction aussi que nous apprenons qu'il va continuer à affronter ces difficultés. Nous sommes pleinement convaincus que M. Staffan de Mistura et le Secrétaire général, M. António Guterres, vont continuer de s'efforcer de trouver une issue politique à la crise en Syrie.

Toutefois, ni Staffan de Mistura ni. António Guterres ne sont les principaux acteurs dans cette tragédie. La responsabilité première dans cette situation incombe aux Syriens – le Gouvernement, l’opposition, la société civile et les chefs religieux. C’est à eux qu’il appartient de décider de leur destin. Et pour ce faire, il n’ont d’autre choix que de s’asseoir autour d’une table pour discuter. M. de Mistura y travaille justement, mais ce n’est pas lui qui peut décider à la place des Syriens.

Une responsabilité subsidiaire incombe à des États tiers, qui doivent cesser de s’ingérer dans le conflit syrien pour chercher à satisfaire leurs propres intérêts. Une autre responsabilité, non moins importante, incombe au Conseil de sécurité, qui doit exercer des pressions sur les parties et chercher à les persuader de continuer à négocier. Le moment est venu pour mettre à profit la nouvelle dynamique qui s’est enclenchée en décembre avec la conclusion du cessez-le-feu le plus récente, consolidé dans le cadre du processus d’Astana, et le Mécanisme de surveillance du cessez-le-feu.

Les faits survenus la semaine dernière nous renforcent dans notre conviction qu’il n’y a pas de place pour une solution militaire au conflit, et que ce n’est que par un processus de transition politique décidé par les Syriens et avec la médiation des Nations Unies que nous pourrons aller de l’avant. Nous réitérons notre condamnation énergique de la poursuite de l’emploi d’armes chimiques en Syrie, et nous insistons pour dire que cela concerne tous les cas d’utilisation d’armes chimiques, en particulier celui de la semaine dernière, et qu’il faut une enquête approfondie, impartiale et indépendante pour identifier les responsables de ces crimes et les amener à en répondre devant la justice. Nous réitérons notre appel à garder le calme et à s’abstenir de toute action unilatérale susceptible de mener à une escalade des tensions. Le conflit syrien doit être maintenu dans le cadre multilatéral.

Nous avons toujours soutenu que la seule victime de l’absence d’une solution négociée c’est le peuple syrien – les simples citoyens, les hommes, les femmes, les enfants et les personnes âgées. Nous avons une responsabilité collective à leur égard.

M. Seck (Sénégal) :, Je vous remercie Madame la Présidente, d’avoir convoqué la présente séance d’informations sur la Syrie. Je voudrais remercier le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Syrie, M. Staffan de Mistura, pour ses efforts inlassables au service de la paix que nous poursuivons en Syrie.

Qu’il me soit également permis de saluer l’esprit de responsabilité démontré par les acteurs syriens lors du cinquième cycle de discussions tenu à Genève du 23 au 31 mars dernier.

Que de telles discussions se soient tenues comme prévu, sans interruption ni abandon, témoigne à nos yeux de l’engagement et de la détermination des participants, sachant la complexité des sujets de fond qui sont à l’ordre du jour : transition politique, intégrité nationale, lutte antiterroriste, mesures de rétablissement de la confiance, sans oublier la gouvernance, la sécurité et la réforme constitutionnelle.

La délégation sénégalaise forme le vœu que cet esprit de sacrifice et de dépassement, qui est vraiment nécessaire en ces heures graves, continue d’animer toutes les parties afin que l’on puisse aboutir dans les délais les meilleurs à une issue définitive à ce que M. de Mistura a qualifié si bien de cauchemar. Le Sénégal réitère l’espoir de voir la cessation des hostilités sur l’ensemble du territoire syrien se maintenir et se consolider, notamment dans le cadre du Mécanisme trilatéral de surveillance du cessez-le-feu d’Astana, dont nous saluons au passage les efforts des principaux acteurs, je veux nommer la Fédération de Russie, la Turquie et l’Iran. Il importe que cette trêve se traduise par une amélioration continue de la fourniture humanitaire. Car aux yeux de la délégation sénégalaise, le processus d’Astana doit renforcer le processus politique dont il est complémentaire, et vice-versa.

Ma délégation salue la tenue les 4 et 5 avril dernier à Bruxelles, sur initiative de l’Union européenne et en collaboration avec les Nations Unies, de la Conférence sur la Syrie, qui a enregistré d’importantes annonces de contributions d’un montant de 6 milliards de dollars pour l’année de 2017, ce afin de venir à bout des défis immenses qui se posent à la Syrie, où, nous disent les observateurs, après six années de conflit le niveau de développement aurait régressé de quatre décennies.

La Syrie connaît une crise multidimensionnelle, nous l’avons dit et maintes fois souligné dans cette enceinte; elle est d’ordre politique, humanitaire et sécuritaire, et est liée à la non-prolifération. Parlant du volet sécuritaire, la lutte contre le terrorisme, en particulier Daech et l’ex-Front el-Nosra, revêt pour nous un caractère de priorité absolue. Voilà pourquoi nous réitérons la nécessité de mettre en œuvre une stratégie globale qui soit soucieuse du respect du droit international humanitaire et des résolutions pertinentes du Conseil.

S’agissant du volet non-prolifération, je condamne sans réserve, comme je l’avais fait la semaine dernière, l’usage récent de substances chimiques comme armes en Syrie. Dans la même veine, le Sénégal renouvelle ses encouragements à l’Organisation pour l’interdiction des armes chimiques, via notamment la Mission d’établissement des faits, dans ses efforts visant à rassembler et analyser, avec tout le professionnalisme requis, des informations auprès de toutes les sources disponibles, et ce afin de situer les responsabilités sur l’attaque aux armes chimiques intervenue à Khan Cheikhoun. Nous gardons l’espoir de voir le Conseil se retrouver autour de cette question essentielle de reddition de comptes suite à cet acte ignoble, qui a touché un grand nombre de civils, y compris des enfants.

Comme elle a eu à le faire ici-même il y a cinq jours (voir S/PV.7915), ma délégation ne saurait insister assez sur l’impératif d’un règlement pacifique du différend pour faire face aux défis qui ont pour noms : usage répété d’armes chimiques, prolifération de groupes terroristes et, plus grave encore, catastrophe humanitaire sans précédent. Le Sénégal a la conviction que seule une solution politique négociée, sur la base du Communiqué de Genève (S/2012/522, annexe) et de la résolution 2254 (2015), pourra permettre de parvenir à une issue négociée à ce conflit. Fondant un grand espoir sur la rencontre entre le Secrétaire d’État des États-Unis, M. Tillerson, et le Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie, M. Lavrov, le Sénégal renouvelle son appel au Conseil de sécurité et aux pays influents, en particulier le Groupe international de soutien pour la Syrie, il ne faut pas l’oublier, et ses coprésidents, que sont la Fédération de Russie et les États-Unis, à continuer d’apporter le soutien nécessaire aux efforts de l’Envoyé spécial, M. de Mistura.

À celui-ci, pour conclure, je réitère tout le soutien du Sénégal pour ses efforts inlassables, surtout que, comme il vient de le confirmer, il a l’intention de convoquer le prochain cycle de pourparlers en mai.

M. Bessho (Japon) (*parle en anglais*) : Je remercie l’Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, Staffan de Mistura, de son exposé détaillé, et je le félicite des efforts qu’il déploie pour continuer de faire avancer le processus politique. Le premier cycle de pourparlers entre Syriens qui s’est déroulé à Genève a montré la volonté de toutes les parties de s’entretenir sérieusement avec le Gouvernement et les groupes d’opposition, en poursuivant leurs délibérations sans pause majeure ni suspension. M. De Mistura nous a expliqué aujourd’hui que les principales questions de fond ont été abordées tout en soulignant la nécessité de dépasser le stade préparatoire.

Malheureusement, les nouvelles relativement encourageantes qui nous arrivent de Genève sont éclipsées par la triste réalité sur le terrain. L’emploi présumé d’armes chimiques la semaine dernière est un affront fait à l’humanité et constitue une violation flagrante des résolutions du Conseil de sécurité. Le Conseil doit réaffirmer sa détermination à prendre d’urgence les mesures nécessaires pour donner suite à cette utilisation présumée d’armes chimiques. Dans le même temps, nous ne devons pas perdre de vue la situation humanitaire globale. Même en organisant une séance mensuelle sur la situation humanitaire, il est également important d’aborder cette question ici dans le contexte du processus politique. Nous avons été choqués par l’utilisation d’armes chimiques, mais nous sommes également choqués depuis de nombreux mois par le très grand nombre de personnes vivant en état de siège, que le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a évalué à 644 000.

La position du Japon est claire. Nous continuerons de venir en aide à la population syrienne dans le besoin. Cela suppose d’une part de verser des contributions financières, et d’autre part de s’assurer que l’aide parvient jusqu’aux populations qui en ont besoin. C’est pourquoi nous tournons une fois de plus notre attention vers les avertissements répétés de l’ONU face aux obstacles bureaucratiques, qui constituent les principaux obstacles à l’accès humanitaire. Nous avons à maintes reprises prié le Gouvernement syrien, qui est le principal responsable des entraves à l’accès, de simplifier les procédures. Le Japon est profondément déçu que même lorsque le Gouvernement syrien a donné suite, aucun changement véritable ne s’est produit. Nous continuerons de collaborer étroitement avec les autres parties concernées pour améliorer l’accès, mais nous ne pouvons réussir sans la coopération du Gouvernement syrien.

L’année dernière, M. de Mistura a souvent utilisé la métaphore d’un tabouret à trois pieds en référence à la Syrie. Le premier pied, le processus politique, semble plus stable après les récents pourparlers tenus à Genève, et nous appuyons fermement les efforts de l’ONU à cet égard. Le deuxième pied, le cessez-le-feu, commence à bouger après l’annonce de nouveaux affrontements. Le Japon appuie les efforts que déploient les trois garants du processus d’Astana, le seul mécanisme de

cessez-le-feu fonctionnel en ce moment. Nous trouvons également encourageant que M. de Mistura apporte son un appui au processus d'Astana. Le troisième pied, l'accès humanitaire, semble très instable. Nous devons accomplir des progrès conséquents dans ce domaine pour montrer au peuple syrien que nous ne l'avons pas abandonné.

Les faits sont clairs. Le Groupe international de soutien pour la Syrie poursuit ses activités en dépit de quelques affrontements. Les efforts de médiation des Nations Unies progressent modérément. Les organismes humanitaires font de leur mieux dans des circonstances difficiles. L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et le Mécanisme d'enquête conjoint sont prêts à s'acquitter de leurs mandats. Mais qu'en est-il du Conseil de sécurité? Nous devons prouver que cette institution tient également à trouver une solution à la crise. La preuve se fait attendre depuis trop longtemps.

M. Liu Jieyi (Chine) (*parle en chinois*) : La Chine se félicite de la convocation de la présente séance publique et remercie de son exposé l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, M. Staffan de Mistura.

Le conflit syrien dure depuis maintenant six ans, et il a fait un très grand nombre de victimes civiles et causé l'effondrement de l'État. La Chine compatit sincèrement avec le peuple syrien, qui a déjà tant souffert, et appelle fermement toutes les parties syriennes à se soucier de l'avenir du pays et du bien-être de la population, et à trouver dès que possible une solution appropriée au conflit sur la base du dialogue et de la concertation. Récemment, les parties concernées ont déployé des efforts diplomatiques conjoints, lancé les pourparlers d'Astana sur la Syrie, maintenu la dynamique du cessez-le-feu syrien et créé les conditions pour la relance des pourparlers de Genève. La Chine espère que les pourparlers d'Astana continueront de jouer un rôle important dans le maintien du cessez-le-feu et la promotion des pourparlers de Genève en vue de réaliser des progrès.

Une solution politique est le seul moyen de sortir la Syrie de l'impasse. Les moyens militaires ne régleront pas le problème. Durant le dernier cycle de pourparlers à Genève, toutes les parties syriennes ont négocié sur la gouvernance politique, les questions constitutionnelles, les élections, la lutte contre le terrorisme, la sécurité et les mesures de confiance. Cela a démontré qu'elles étaient prêtes à prendre les rênes et à s'investir dans les pourparlers, et a permis des progrès encourageants dans le processus politique en Syrie.

Dans le contexte actuel, toutes les parties concernées doivent poursuivre leurs efforts diplomatiques, prévenir la détérioration de la situation en Syrie, continuer d'appuyer l'ONU comme principal canal pour les bons offices et soutenir le travail de l'Envoyé spécial, M. de Mistura. Le Conseil de sécurité doit accorder la priorité aux intérêts de la Syrie et de son peuple et jouer un rôle constructif pour faire avancer le processus politique syrien. La Chine appelle toutes les parties syriennes à continuer de préserver le cessez-le-feu, à respecter le principe d'un processus contrôlé et dirigé par les Syriens afin de parvenir progressivement, par le dialogue et la négociation, à une solution globale et durable qui soit acceptable pour tous.

La lutte contre le terrorisme est une question importante et urgente dans le règlement de la question syrienne, mais elle est récemment devenue plus complexe dans certaines régions de la Syrie. La communauté internationale doit être très vigilante quant à l'évolution de la situation dans ce domaine, renforcer la coordination et la coopération, harmoniser les normes et combattre toutes les organisations terroristes figurant sur la liste établie par le Conseil de sécurité. La Chine se félicite de la conférence internationale de Bruxelles sur la Syrie qui s'est tenue récemment. Nous voulons œuvrer avec la communauté internationale et continuer de jouer un rôle positif et constructif pour promouvoir un règlement politique de la question syrienne et améliorer la situation humanitaire dans le pays afin de promouvoir une solution globale, juste et appropriée à la question syrienne dans les plus brefs délais.

M. Skoog (Suède) (*parle en anglais*) : Je remercie vivement M. Staffan de Mistura de ses efforts. Nous sommes pleinement derrière lui et le Secrétaire général et appuyons sans réserve la recherche d'une solution politique en faveur de laquelle il œuvre sans relâche et qui est la seule façon d'aller de l'avant.

Lorsque nous avons pris la parole dans cette salle la semaine dernière (voir S/PV.7919), nous avons exprimé à plusieurs reprises notre indignation face aux atrocités commises à Khan Cheikhoun près d'Edleb. Mais n'oublions pas que chaque jour qui passe, le peuple syrien continue à souffrir de la brutalité de la guerre sous toutes ses formes. Malgré les images terribles et la description effroyable qui en a été faite dans les médias du monde, malgré les efforts héroïques des travailleurs humanitaires et les discussions sans fin au Conseil de sécurité au fil des ans, la brutalité, désormais routinière,

se poursuit sans relâche. Il est grand temps de mettre fin à la guerre.

Je pense que nous sommes arrivés à un moment critique. Pour aller de l'avant, la Suède invite le Conseil et l'ensemble des Membres présents dans cette salle à redoubler d'efforts sur trois ou quatre fronts. Premièrement, nous devons relancer le processus politique; deuxièmement, nous devons revitaliser le cessez-le-feu, et, troisièmement, nous devons obtenir le plein accès humanitaire. Je voudrais ajouter un quatrième point, à savoir que le Conseil doit assumer pleinement ses responsabilités.

Premièrement, nous savons tous qu'une solution politique est le seul moyen de mettre fin à la tragédie syrienne, qui dure maintenant depuis plus de six ans. L'objectif commun demeure la négociation d'un processus politique de transition, conformément à la résolution 2254 (2015). C'est pourquoi nous nous félicitons de la conclusion de la cinquième série de pourparlers entre Syriens à Genève. La prochaine série de pourparlers devrait reprendre dès que les circonstances le permettront, à la mi-mai. Nous appuyons sans réserve l'Envoyé spécial du Secrétaire général et son leadership, notamment ses efforts visant à garantir la participation pleine et effective des femmes et de la société civile au processus politique. Tout en nous félicitant des progrès réalisés dans le cadre des pourparlers et du dialogue engagé entre les deux parties sur les corbeilles 3+1, nous continuons de penser qu'elles doivent faire plus. Dans la prochaine série de pourparlers, la délégation du Gouvernement syrien devra s'engager sérieusement, utilement et concrètement sur toutes les corbeilles. La délégation de l'opposition s'y est attelée de façon constructive et avec maturité, mais elle doit poursuivre ses efforts pour préserver l'unité.

Deuxièmement, au cours des deux dernières semaines, nous avons assisté à une intensification des combats. Le cessez-le-feu élaboré dans le cadre du processus d'Astana est de plus en plus menacé. Le processus politique mené sous l'égide des Nations Unies sera gravement compromis sans un véritable cessez-le-feu à l'échelle nationale. Aussi exhortons-nous les garants de l'accord de cessez-le-feu à honorer les engagements qu'ils ont pris à Astana et à redoubler d'efforts, y compris en vue de mettre en place un mécanisme de surveillance plus efficace. Nous appelons tous les acteurs présents ici aujourd'hui qui ont une influence sur les parties à contribuer à mettre un terme aux violations et à réduire la violence.

Troisièmement, il est urgent que nous fassions tous davantage pour accroître l'accès humanitaire. Les livraisons effectuées par les convois au cours de la dernière semaine de mars montrent que l'accès aux zones assiégées et difficiles d'accès est possible, si la volonté y est. Nous appelons les autorités syriennes présentes ici aujourd'hui à simplifier la procédure d'approbation, comme demandé par l'ONU. Nous avons besoin d'urgence d'un accès humanitaire systématique, durable et sans entrave. Les convois d'aide des Nations Unies sont prêts à aider chaque semaine 300 000 personnes qui vivent actuellement dans des conditions atroces dans des zones assiégées et difficiles d'accès. Ils doivent avoir l'autorisation administrative de le faire.

En ce qui concerne l'ignoble attaque perpétrée à Khan Cheikhoun le 4 avril, nous regrettons que le Conseil n'ait jusqu'à présent pas été en mesure de s'entendre sur une résolution ferme. Il doit y avoir une enquête rapide, complète et impartiale afin de confirmer l'emploi d'armes chimiques, et les responsables de cette attaque odieuse doivent en répondre. Nous poursuivrons nos efforts en ce sens.

Des atrocités indicibles et des crimes contre l'humanité ont été commis durant le conflit. Nous devons faire tout notre possible pour mettre fin à la guerre en Syrie – cela n'a que trop tardé. Nous sommes tous d'accord sur la nécessité d'une solution politique durable. Nous devons donc coopérer sérieusement pour y parvenir. Il s'agit d'une responsabilité partagée, en particulier, du Conseil de sécurité.

M. Umarov (Kazakhstan) (*parle en anglais*) : Ma délégation remercie l'Envoyé spécial, M. Staffan de Mistura, des informations qu'il a présentées et rend hommage à sa détermination, à son engagement et à son leadership. Nous souhaitons également la bienvenue à notre collègue, l'Ambassadeur de la République arabe syrienne auprès de l'Organisation des Nations Unies, M. Bashar Ja'afari.

Ma délégation voudrait faire les observations et recommandations suivantes. En ce qui concerne les armes chimiques, les événements de la semaine dernière ont une incidence directe sur le volet politique. Aussi appelons-nous toutes les parties à œuvrer en faveur d'un compromis afin que le processus politique puisse aller de l'avant. Nous saluons et appuyons la diplomatie multidimensionnelle menée par M. de Mistura. Nous notons les efforts déployés par l'ONU et lui-même pour régler le conflit syrien et en particulier, pour encourager la participation de presque tous les principaux groupes

d’opposition syriens à la cinquième série de pourparlers à Genève. C’est la seule façon de parvenir à une solution pacifique et de mettre fin au conflit en Syrie. Lors de la cinquième série de pourparlers, qui s’est tenue à Genève du 23 au 31 mars, les négociateurs ont pu, cette fois, aborder les questions de fond et les aspects politiques des futurs pourparlers de paix, plutôt que de débattre des questions de forme et de procédure, ce qui nous donne des raisons d’espérer. Nous pensons que l’apaisement de la situation politique favorisera nos objectifs politiques.

La crise en Syrie évolue encore et a une incidence sur l’ensemble de la région. C’est pourquoi le Kazakhstan estime qu’il faut envisager une approche régionale, associant les pays voisins, afin d’empêcher une nouvelle détérioration de la situation. À cet égard, mon pays appelle tous les pays du Moyen-Orient et de la région du Golfe à se joindre aux pays garants pour faire tout ce qui est en leur pouvoir pour assurer le respect du régime de cessez-le-feu par toutes les parties et pour appuyer les garants.

Le processus d’Astana est important pour établir des mesures de confiance, et nous exhortons toutes les parties à œuvrer de concert pour parvenir à un règlement politique. Le Kazakhstan est profondément préoccupé par la situation concernant l’utilisation d’armes chimiques en Syrie. Dans l’intérêt de l’avenir du peuple syrien, le processus d’Astana appelle tous les membres du Conseil de sécurité à faire preuve de la même unité que lorsqu’ils ont adopté la résolution 2336 (2016) en décembre dernier, et à afficher la même solidarité pour avancer vers un règlement politique, conformément à la résolution 2254 (2015), adoptée en novembre 2015.

Le Kazakhstan se félicite de la déclaration publiée à l’occasion du 28e Sommet de la Ligue des États arabes en vue de contribuer à un règlement pacifique de la crise syrienne, et salue les efforts très importants déployés par la Ligue. Nous sommes reconnaissants au Royaume hachémite de Jordanie, et à S. M. le Roi Abdullah II en particulier, d’accueillir 1,3 million de réfugiés syriens, et appelons la communauté internationale à soutenir la Jordanie et les autres pays qui ont accepté des réfugiés syriens.

Le Kazakhstan demande instamment à toutes les parties de veiller à ce que l’ONU et ses partenaires d’exécution aient un accès illimité, sans conditions préalables, aux zones assiégées en Syrie. Il est essentiel que l’assistance humanitaire parvienne rapidement aux personnes afin qu’elles puissent recevoir des soins médicaux et tout ce dont elles ont besoin pour survivre.

M. Alemu (Éthiopie) (*parle en anglais*) : Je voudrais commencer par remercier l’Envoyé spécial Staffan de Mistura de son exposé sur les résultats de la dernière série de pourparlers à Genève, et saisir cette occasion pour exprimer notre soutien total à ses efforts diplomatiques infatigables et dévoués en vue d’aider à trouver une issue à la crise syrienne. Nous apprécions la sagesse et le leadership dont il fait preuve pour faciliter les pourparlers entre Syriens et prenons note des progrès limités mais tangibles réalisés au cours des derniers cycles, ce qui a permis aux parties de se retrouver à nouveau dans la même salle et de commencer à aborder le fond des quatre ensembles de questions devant faire partie d’un règlement éventuel de la crise syrienne.

Manifestement, nous sommes réunis aujourd’hui suite aux informations faisant état de l’utilisation d’armes chimiques le 4 avril, un acte qui nous a tous scandalisés et horrifiés ici, ainsi que le reste du monde. Nous espérons que cet acte présumé n’aura pas de répercussions sérieuses sur le volet politique. La question est maintenant de savoir comment, tout en prenant les mesures qui s’imposent pour établir les responsabilités, revenir à notre noble objectif consistant à avancer vers un règlement pacifique et ainsi mettre fin aux souffrances du peuple syrien, qui a enduré tant de choses ces sept dernières années. Nous estimons que les ministres des affaires étrangères du Groupe des Sept (G7) ont trouvé le ton juste dans le communiqué conjoint qu’ils ont publié le 11 avril à l’issue de leur réunion tenue à Lucques, en Italie, quand ils déclarent :

> « [N]ous croyons qu’il est possible de mettre fin à cette crise tragique et nous espérons que tous les principaux partenaires seront à la hauteur de leurs responsabilités internationales et saisiront cette occasion. »

Plus encourageant encore est le fait qu’ils se déclarent prêts, si la situation est favorable et que d’autres sont également disposés à s’acquitter de leurs obligations, à jouer un rôle dans la « recherche d’un règlement politique et à terme à contribuer au coût de la stabilisation et de la reconstruction ». Comme nous l’avons dit maintes et maintes fois, seule une solution politique globale peut permettre d’atteindre cet objectif. C’est pourquoi nous devons soutenir pleinement les pourparlers entre Syriens et les efforts de l’Envoyé spécial de Mistura. Toujours sur ce point, le message de solidarité issu de la conférence de haut niveau organisée à Bruxelles en soutien à la Syrie et à la région s’est lui aussi avéré très opportun et a été un facteur important

dans la création d'un climat propice aux pourparlers de Genève menés sous les auspices de l'ONU.

Le moment est venu aujourd'hui pour le Conseil de mettre tout en œuvre pour que les pourparlers de paix débouchent sur des progrès tangibles. À cet égard, il est absolument essentiel que ceux qui ont une influence sur les parties fassent pression sur ces dernières pour qu'elles s'engagent sérieusement et collectivement dans les pourparlers avec la volonté affirmée de mettre fin au conflit. Il est désormais manifeste que, sans l'implication et la coopération des grandes puissances et des pays de la région, rien n'avancera. C'est dans cet esprit que, à l'instar de l'Envoyé spécial de Mistura, nous attendons avec intérêt les résultats de la rencontre entre le Secrétaire d'État des États-Unis et le Ministre russe des affaires étrangères à Moscou aujourd'hui.

Nous avons évidemment suivi les développements sur le terrain et sommes profondément préoccupés par la poursuite des combats dans de nombreuses zones de la Syrie. Il ne faut pas laisser l'approche militaire prendre le dessus. Nous estimons que le rôle des garants est déterminant pour mettre fin aux violations du cessez-le-feu et consolider le processus d'Astana. Nous espérons vivement que les prochains pourparlers d'Astana, prévus le mois prochain, s'avéreront décisifs à cet égard. Sans la pleine mise en œuvre du cessez-le-feu, les perspectives de progrès dans les pourparlers entre Syriens sont condamnées.

Enfin, nous avons compris une chose au cours des trois mois environ que nous venons de passer au Conseil, c'est que sur un certain nombre de questions importantes relevant de la crise en Syrie les points de vue convergent. Tout le monde convient qu'il n'y a pas d'autre option que la solution politique. Tout le monde convient également qu'il est indispensable de lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent en Syrie. Nous sommes tous d'accord sur l'importance de garantir un accès humanitaire sûr et sans entrave. En outre, tout le monde est d'accord pour dire que l'emploi d'armes chimiques est totalement inacceptable et que toute partie, État ou non-État, reconnue coupable d'un tel crime doit rendre des comptes. Nous devrions donc vraiment faire fond sur ce qui nous unit afin de pouvoir avancer dans la recherche d'un règlement politique durable de la crise syrienne et de concrétiser l'espoir exprimé à Lucques par les ministres des affaires étrangères du G7. Nous savons que c'est plus facile à dire qu'à faire, mais si la volonté politique nécessaire est au rendez-vous, nous ne pensons pas qu'il soit si difficile de surmonter la paralysie actuelle et d'obtenir une percée.

M. Safronkov (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions M. de Mistura de son exposé. La Russie a suivi de très près la série de pourparlers intersyriens tenue à Genève en mars et encourage tous les participants à travailler de manière constructive pour arriver à des décisions et à des compromis mutuellement acceptables concernant un règlement pacifique. Dans ce contexte, nous avons été en contact actif avec les autorités syriennes et avec un large éventail de mouvements de l'opposition.

Nous appuyons les efforts de M. de Mistura et comptons sur lui pour les intensifier. Le fait que le processus de Genève ait pu aller de l'avant et que les parties aient entamé des discussions parallèles sur les quatre ensembles de questions inscrites à l'ordre du jour et commencé à étudier les propositions conceptuelles formulées dans le cadre de la médiation de M. de Mistura est déjà en soi un accomplissement. Nous espérons que le processus de Genève se poursuivra de manière ininterrompue. Il ne doit pas y avoir de longues pauses. Nous avons déjà connu cette expérience négative en 2016. Je voudrais dire à M. de Mistura qu'il ne doit pas abandonner, mais qu'il doit au contraire poursuivre ses efforts minutieux auprès des délégations syriennes, en les encourageant activement au dialogue et à la recherche de terrains d'entente.

Toutefois, la déclaration de M. Rycroft du Royaume-Uni a montré que, pour sa part, il ne pensait qu'à compliquer la tâche de M. de Mistura, qu'à entraver le processus politique et qu'à attiser l'adversité et l'inimitié au Conseil de sécurité. Le fait est – et beaucoup à l'ONU le savent déjà – qu'il a peur. La possibilité que nous puissions coopérer avec les États-Unis lui fait perdre le sommeil. Cela lui fait peur. Il fait tout pour saboter cette coopération. Je lui demande de me regarder. Il ne doit pas détourner les yeux. Pourquoi détourne-il les yeux? C'est précisément pourquoi il n'a rien dit aujourd'hui au sujet du processus politique et n'a pas suivi l'exposé de M. De Mistura, à dessein. Il impose des exigences outrageantes aux garants du processus d'Astana, mais qu'ont-ils, lui et ses alliés, en faveur du cessez-le-feu? À Londres et à Paris, ils reçoivent des groupes d'opposition – des groupes armés illégaux. Ils ont soudain eu peur que la situation n'évolue vers la paix et un règlement politique. Ils servent les intérêts des groupes armés, dont beaucoup ont assassiné des chrétiens et d'autres minorités au Moyen-Orient. Ils ont

commis des attentats terroristes dans des cathédrales orthodoxes le dimanche des Rameaux. C'est de ces gens-là qu'ils se soucient. Ils ont complètement perdu la raison avec leurs idées anti-régime. Que pensent-ils qu'ils sont en train de faire?

Il s'avère que pour eux, un changement de régime est plus important que les positions de la majorité des États Membres de l'ONU. Dans sa déclaration d'aujourd'hui, M. Rycroft n'a pas abordé la question inscrite à l'ordre du jour de la présente séance. Il a insulté la Syrie, l'Iran, la Turquie et d'autres pays. Madame la Présidente, je vous prie de veiller au respect du règlement de procédure de cette réunion, car c'est à vous d'agir quand certains membres utilisent de manière irresponsable des termes argotiques offensants au Conseil de sécurité . Je lui conseille de ne plus daigner insulter la Russie.

Toutefois, nous sommes très reconnaissants à M. De Mistura pour ses efforts. En prévision du prochain cycle de négociations, il faut redoubler d'efforts pour donner au dialogue entre Syriens un caractère largement représentatif. Tous les acteurs syriens patriotiques devraient être en mesure de participer aux négociations sur un pied d'égalité afin de discuter des moyens de préserver la Syrie en tant qu'État laïc unifié dans lequel toutes les communautés historiques vivent en paix, comme cela a toujours été le cas, et de participer à la reconstruction du pays. L'opposition doit être représentée par une délégation inclusive et unifiée, dont les membres ont une position commune, prenant en compte les vues des factions principales. Il n'y a pas de place pour l'arrogance ici. Nous devons mettre de côté toute fierté et penser à l'avenir de la Syrie. Il en est de même de la note conceptuelle de M. Rycroft. Il doit penser à l'avenir de son propre État et ne pas s'ingérer dans les affaires des Syriens. Il faut les laisser dialoguer tranquillement. M. Rycroft ne doit pas interférer avec les activités de M. De Mistura. Voyez-moi ces mentors!

Le processus de recherche d'un règlement politique – et je sais que c'est la position de M. De Mistura – ne doit pas conduire à une rupture du fonctionnement des institutions de l'État, en particulier les services de l'ordre, qui sont les plus sollicités en matière de lutte contre la menace terroriste. Voyons ce qu'il en est dans les autres pays du Moyen-Orient, de l'Afrique et d'autres régions. Il est clair qu'on n'arrive même pas à créer des institutions de l'État sur papier. Et M. Rycroft veut détruire celles qui restent en Syrie, l'un des pays les plus importants de la région.

Nous insistons sur le fait que les pourparlers doivent être menés sans conditions préalables. Nous savons que telle est sa position. Dans le contexte des efforts politiques, il est évidemment inacceptable que les opposants au Gouvernement de Damas essaient d'obtenir un avantage militaire. Comme nous nous en souvenons, avant le début du cycle des négociations en mars, l'opposition a lancé une offensive dans plusieurs zones importantes, notamment dans les environs de la capitale syrienne. Nous espérons que les capitales concernées calmeront ces têtes brûlées et feront en sorte que de tels actes irréfléchis ne se reproduisent pas.

C'est M. Rycroft qui en porte la responsabilité, car il fait semblant d'appuyer le processus d'Astana : il dit une chose au Conseil de sécurité, tout en pensant à autre chose, et fait encore autre chose. Je le prie de faire sa part. Je prie Londres et Paris de travailler avec les groupes d'opposition. Je les prie, lui et ses alliés, de les convoquer et de leur dire d'appuyer le processus d'Astana. Qu'ils leur disent de ne même pas penser à tirer sur l'Ambassade de la Russie à Damas. D'ailleurs, il n'a même voulu publier une déclaration toute simple condamnant l'attaque perpétrée contre l'ambassade de Russie à Damas, contre ses collègues diplomates.

Face à la détérioration de la situation suite aux frappes des missiles américains, le processus politique n'en devient que plus important. De toute évidence, les provocations telles que l'attaque de Khan Cheikhoun font le jeu de ceux qui privilégient une solution militaire. Il faut établir les faits et mener une enquête approfondie. J'ai été surpris d'entendre que des experts français en sont déjà arrivés à la conclusion que c'est Damas qui est responsable. Personne n'a encore visité la scène du crime. Comment le savent-ils?

Il appartient aux Syriens, et non à personne d'autre, de décider du sort de leur pays. C'est un fait incontournable. De notre part, avec les autres garants – la Turquie, l'Iran, et ici, je tiens à remercier chaleureusement le Président du Kazakhstan pour son leadership – nous sommes prêts à poursuivre nos efforts dans le cadre du processus d'Astana. La Russie agira de manière responsable pour s'acquitter de ses obligations s'agissant de renforcer le cessez-le-feu. Toutefois, M. Rycroft et ses alliés doivent également jouer le rôle qui est le leur en travaillant avec les groupes d'opposition. Astana ne peut pas être une panacée alors que d'autres agissent dans le sens contraire.

Des progrès importants ont été réalisés s'agissant des trêves locales, qui ont permis d'atténuer les tensions

et de normaliser la vie des populations d'un point de vue humanitaire. Aujourd'hui, beaucoup d'orateurs ont parlé de l'accès aux zones assiégées. C'est un problème qui doit être résolu. Mais soyons justes. Pourquoi est-ce qu'on n'achemine pas l'aide humanitaire dans les zones contrôlées par le Gouvernement? Est-ce que les gens qui s'y trouvent sont différents des autres? Soyons honnêtes. Nous connaissons la situation. Il faut un appui de la part des capitales, qui, à l'heure actuelle, ne font rien d'autre que critiquer. Le processus d'Astana est unique et a une importance toute particulière. Il vise à trouver des moyens concrets de mettre fin à la violence et surtout, il s'agit d'un soutien direct au processus de Genève qui est dirigé par M. De Mistura. Nous savons que lui et la grande majorité des États Membres de l'ONU apprécient hautement le processus d'Astana.

Nous voudrions également attirer l'attention de la communauté internationale et de l'ONU sur la contamination du territoire syrien par les mines, les munitions non explosées et les engins explosifs improvisés. Nous informons régulièrement le Conseil des activités à grande échelle menées par des experts russes pour remédier à cette situation. Nous appelons à la formation d'une coalition internationale pour le déminage de la Syrie. Le chantage qui veut que le déminage ne commencera qu'après le changement de régime est inacceptable et hypocrite.

Le service spécialisé de l'ONU pourrait jouer un rôle important à cet égard. Il va sans dire que la composante humanitaire est très importante sur ce point. Les populations auront besoin de se sentir en sécurité lorsqu'elles retourneront dans leurs foyers et reprendront leur activité économique; elles auront besoin de savoir que leurs enfants ne seront pas victimes d'explosions, et que les civils ne souffriront pas. Parallèlement, le Site du patrimoine mondial de Palmyre doit être déminé. Voilà le type de questions auxquelles nous devons nous atteler. Nous devons examiner les problèmes liés aux migrations – le déminage et le règlement du conflit, et non le changement de régime. Les populations regagneront d'elles-mêmes leurs foyers; il n'est pas nécessaire de les forcer à quoi que ce soit. Voilà le type de problèmes auxquels il faut s'attaquer. Nous devons œuvrer de concert pour améliorer les conditions de vie des populations.

En lieu et place, il est convoqué des réunions régionales et internationales, au cours desquelles des milliards de dollars virtuels sont promis, sans même que la Syrie y soit représentée. Quel est rapport cela a-t-il avec les déclarations faites ici, au Conseil de sécurité, selon lesquelles le peuple syrien tient son sort entre ses mains? Nombre d'entre nous réfléchissent sérieusement à l'avenir de la Syrie après le conflit, et au retour des personnes déplacées et des réfugiés. Ce serait là la réponse la plus intéressante et la plus constructive aux activités des terroristes.

Mais exclure Damas et les représentants de la République arabe syrienne de ce processus n'a rien de professionnel. C'est inacceptable, immoral et arrogant. Un règlement politique est le seul moyen de rétablir la paix en Syrie et d'apaiser les tensions au Moyen-Orient par le truchement de la Syrie et d'une amélioration politique dans ce pays. C'est ainsi que l'on parviendra à normaliser la situation dans de nombreux pays du Moyen-Orient. Nous avons l'occasion de faire de la Syrie un modèle de coopération en vue d'un règlement, mais les projets géopolitiques destructeurs n'y contribueront pas. Nous ne leur accorderons pas carte blanche au Conseil de sécurité.

M. Cardi (Italie) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je voudrais remercier l'Envoyé spécial De Mistura de son exposé et, surtout, du leadership dont il fait preuve pour faire avancer le processus politique dans des conditions très difficiles.

Au bout de six années, la violence et la destruction continuent de ravager la Syrie et de causer d'immenses souffrances au peuple syrien. Au fil du temps, les attaques contre les civils ont gagné en barbarie et en répugnance – comme si c'était encore possible. C'est bien ce qu'a prouvé l'ignoble recours à l'arme chimique dont Khan Cheikhoun a été victime lors de la frappe aérienne de la semaine dernière. Compte tenu de la gravité des circonstances, une solution politique qui réponde aux aspirations légitimes du peuple syrien et qui soit à même de relancer la cessation des hostilités défaillante et de redynamiser le processus politique, voire de mettre un terme à cette crise tragique, est plus nécessaire que jamais. Nous avons une responsabilité collective à cet égard.

Dans cette optique, je voudrais rappeler les discussions opportunes qui ont eu lieu hier lors de la réunion ministérielle du Groupe des Sept (G7), puis dans le cadre du G7 élargi à certains grands acteurs de la région, comme l'Ambassadeur Alemu nous l'a rappelé à juste titre. Au cours de ces deux réunions organisées par le Ministre Alfano, tous les pays ont véhiculé un message fort de soutien au processus politique, et notamment aux négociations entre Syriens qui ont lieu

à Genève, ainsi qu'aux efforts de l'Envoyé spécial, M. Staffan de Mistura.

Nous devons tous, par conséquent, nous engager en faveur d'une action diplomatique, et non militaire, pour appuyer les pourparlers de Genève et faire avancer le processus politique en appliquant rapidement toutes les mesures convenues par le Conseil dans la résolution 2254 (2015). Maintenant que les négociations ont abordé les questions de fond, aucune percée rapide n'est à attendre, mais nous félicitons l'Envoyé spécial d'avoir su préserver la participation des parties au processus et leur détermination à débattre de la voie à suivre, conformément au programme défini et à la résolution 2254 (2015).

Les parties doivent maintenant redoubler d'efforts pour examiner dans le détail les questions de fond à l'ordre du jour. Nous avons toujours encouragé le Haut Comité des négociations à adopter une attitude réaliste et empreinte de souplesse durant les négociations. Les pays ayant une influence sur Damas doivent désormais inciter le régime à participer avec sérieux aux négociations et à éviter les tactiques dilatoires.

Le processus d'Astana a contribué de manière importante à relancer la cessation des hostilités. Toutefois, la situation sur le terrain se détériore de nouveau, mettant la trêve à très rude épreuve. Il faut en priorité chercher à conclure une cessation effective des hostilités. Le régime syrien n'a pas renoncé à son intention de remporter des gains territoriaux militaires, et le cessez-le-feu continue d'être violé par toutes les parties. L'accès humanitaire est refusé dans les zones assiégées, notamment par le régime. Toutes les parties doivent permettre un accès humanitaire rapide, sûr, soutenu et sans entrave aux populations qui en ont besoin dans toute la Syrie.

Il est primordial que les principaux garants du processus d'Astana, et plus généralement les grandes parties prenantes internationales, exercent toute leur influence à cet égard. Les progrès réalisés à Astana s'agissant de l'application du cessez-le-feu, de l'accès humanitaire et des mesures de confiance alimenteront naturellement le processus de Genève en créant un environnement propice aux pourparlers politiques.

Enfin, je voudrais souligner que progresser sur la voie politique est également indispensable pour garantir une coopération internationale resserrée et plus efficace dans la lutte contre le terrorisme, et que les initiatives de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violents et contre le terrorisme doivent inclure un effort sérieux et sincère de promotion d'un processus de transition et de réconciliation pacifique. Seule une transition politique véritable permettra, selon nous, de débarrasser la Syrie du terrorisme.

M. Yelchenko (Ukraine) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Madame la Présidente, d'avoir convoqué la présente séance en public.

Je voudrais également remercier le Représentant spécial De Mistura pour ses efforts dévoués et son approche diligente alors que les eaux profondes de la situation politique complexe en Syrie sont de plus en plus difficiles à naviguer.

Aujourd'hui, nous sommes clairement au plus bas de la situation politique en Syrie. Après les deux derniers cycles de pourparlers entre Syriens à Genève, je ne crois pas qu'il soit injuste de dire que, malheureusement, nous n'avons pas vu les progrès tant attendus sur l'une ou l'autre des trois corbeilles, voire des trois corbeilles plus une. Qu'il s'agisse de la transition politique, de la Constitution, des élections ou de la lutte contre le terrorisme, nous n'avons guère de raisons d'être optimistes. Le seul résultat obtenu pour l'instant est que nous avons réussi à réunir deux délégations à Genève. Comment cela se fait-il? La réponse est évidente : à cause de l'absence de volonté politique, en particulier de la part du régime syrien, de négocier en toute bonne foi sur les questions centrales. L'impasse dans laquelle se trouve le processus politique pourrait déclencher un grand nombre de scénarios parallèles dont personne ne veut.

Il est tout naturel que tous les acteurs en Syrie aient des desiderata, mais Damas et ses alliés doivent comprendre que vouloir à tout prix imposer sa volonté – rechercher la « victoire ultime » – ne mènera nulle part, ne fera que prolonger la crise et fera le jeu des extrémistes. Damas doit comprendre autre chose, car la communauté internationale a été parfaitement claire : la solution politique est le seul moyen de sortir du bourbier syrien, et la recette pour parvenir à cette solution est connue depuis longtemps. Aucun progrès sur le volet politique ne tiendra sans un respect clair de la lettre et de l'esprit du Communiqué de Genève (S/2012/522, annexe) et de la résolution 2254 (2015), sans une transition politique transparente et strictement programmée et sans des orientations de la part des Nations Unies.

Nous croyons que la Russie dispose de tous les moyens pour amener Damas et ses milices alliées à revoir leur approche militariste, commencer à appuyer le processus politique et la réconciliation nationale et, enfin, s'engager dans les négociations. Pour on ne sait quelle raison, cette influence n'a jamais été employée à bonne fin. Je reste convaincu qu'à moins que des pressions soient exercées sur Damas et qu'un mécanisme de responsabilisation soit mis en place en Syrie, nous ne verrons aucun progrès sur le volet politique. L'attaque à l'arme chimique du 4 avril en est un sombre rappel.

Nous sommes découragés par le fait que le processus d'Astana et le cessez-le-feu négocié dans ce cadre n'aient donné aucun résultat concret. L'un des enseignements à tirer de cette expérience amère c'est que la multiplication du nombre d'instances de négociations ne veut pas dire qu'il y aura nécessairement des résultats. C'était un bon coup d'essai, mais ça n'a pas marché. Le moment est venu maintenant de concentrer tous les efforts sur le processus mené sous l'égide des Nations Unies à Genève et de faire en sorte qu'il aboutisse. C'est pourquoi nous attendons avec intérêt la reprise des pourparlers entre Syriens à Genève, nous l'espérons, le mois prochain. Il est grand temps que Damas et ses alliés changent de mentalité et d'attitude et revoient leurs intentions.

M. Llorentto Solíz (État plurinational de Bolivie) (*parle en espagnol*) : Je vous remercie, Madame la Présidente, d'avoir convoqué la présente séance.

Tout d'abord, je voudrais dire qu'étant donné la situation à laquelle nous sommes confrontés, je crois que tous les membres du Conseil de sécurité sont d'accord qu'il nous faut appuyer les efforts déployés par M. Staffan de Mistura et son équipe sur une question aussi sensible et appuyer aussi l'action du Secrétaire général. Dans cette situation un peu obscure, il doit y avoir une faible lueur d'espoir au bout de ce long et sombre tunnel. Ce tunnel de la guerre qui ravage notre pays frère, la Syrie.

Le processus d'Astana a été marqué par trois réunions, et ce, aussi grâce à l'adoption à l'unanimité de décisions par le Conseil de sécurité, qui se sont traduites par le cessez-le-feu le plus long et le plus durable jamais observé depuis le début du conflit, résultat des efforts faits par la Russie, de la Turquie, de l'Iran et du Kazakhstan. Les pourparlers de paix menés sous l'égide des Nations Unies à Genève par l'Envoyé spécial en sont à leur cinquième cycle et ont porté sur les quatre corbeilles dont a parlé M. de Mistura, notamment la gouvernance, la Constitution, les élections, et la lutte antiterroriste. La Bolivie voudrait exprimer son appui le plus fervent au travail de M. de Mistura et aux deux processus d'Astana et de Genève, qui se complètent mutuellement.

L'autre point de convergence, peut-être – et nous espérons qu'il ne s'agit pas que de paroles –, c'est que nous convenons tous que le seul moyen de régler ce conflit passe par un processus politique. C'est pourquoi nous appelons les parties concernées à œuvrer de concert pour que le processus se poursuive sous la conduite et dans l'intérêt du peuple syrien, sur la base d'un dialogue franc, inclusif et constructif. Nous engageons les parties impliquées dans le conflit à s'abstenir une fois pour toute de tout comportement belliqueux, et nous convenons avec le Secrétaire général qu'il faut éviter toute escalade des tensions à ce sujet. Les pourparlers de paix doivent se poursuivre sans plus tarder et se dérouler d'une manière qui renforce et consolide les mandats de la résolution 2254 (2015) du Conseil, laquelle est un exemple clair qui montre qu'il est possible d'agir de façon coordonnée et unanime.

Comme nous l'avons indiqué, nous pensons qu'une action unilatérale quelle qu'elle soit ne fera qu'entraver le processus de dialogue et obstruer la voie vers la consolidation de la paix en Syrie, au détriment de la vie de millions de personnes. Nous prenons acte des efforts que le Gouvernement et le peuple syriens font pour lutter contre le terrorisme. Nous condamnons de façon énergique tous les actes de terrorisme, qui sont des actes criminels et injustifiables, quels qu'en soient les motivations, le lieu, le moment et les auteurs. Nous réaffirmons qu'il importe que tous les États le combattent conformément à la Charte des Nations Unies et aux autres obligations souscrites au titre du droit international.

La Bolivie appelle une fois de plus le Conseil à défendre le multilatéralisme, en application de la Charte. Bien entendu, nous pensons qu'il n'est pas besoin de dire que le contraire du multilatéralisme c'est l'unilatéralisme. Les actions unilatérales sapent et entravent le processus de dialogue mené par M. de Mistura et le Secrétaire général. Il en est de même lorsqu'il y a des préjugés. Nous insistons pour qu'il y ait une enquête indépendante, impartiale, approfondie et concluante sur l'effroyable attaque à l'arme chimique dont nous avons été les témoins. Nous ne comprenons par la logique qui veut qu'on condamne d'abord l'attaque et qu'on décide ensuite d'ouvrir une enquête. Je ne trouve

aucune logique à cette attitude, à moins que cela soit fait dans l'intention d'influer sur les entretiens qui ont lieu actuellement à Moscou entre Fédération de Russie et les États-Unis d'Amérique. Je ne vois pas dans quelle intention est mise sur la table un projet de résolution dont on sait qu'il va faire l'objet d'un veto. Nous parlions de la résolution 2254 (2015) qui a été adoptée à l'unanimité par le Conseil, et nous sommes convaincus que ce que demande la communauté internationale aux 15 membres du Conseil c'est de rester unis et d'œuvrer de concert en vue de la paix. Qui sont ceux qui profitent de la guerre? Qui sont ceux qui ont à gagner du fait que le Conseil de sécurité n'œuvre pas de concert? Ce sont tout d'abord les terroristes, et je crois comprendre que nous avons un ennemi commun, qui porte un nom et qui se fait appeler Daech, Front el-Nosra, Al-Qaida, Boko Haram. Tels sont nos adversaires communs, et ce que demande la communauté internationale au Conseil c'est qu'il agisse de façon conjointe, unie et unanime contre cette menace à la paix et à la sécurité internationales.

Qui d'autre a à gagner du fait que le processus n'avance pas et que le Conseil ne travaille pas de façon unanime : c'est le complexe militaro-industriel, ceux qui profitent économiquement de la guerre. Ce sont eux qui recueillent les meilleurs gains économiques de cette guerre et d'autres. J'ai lu une tribune de M. Charles Blow dans le *New York Times*, dans laquelle il disait que la guerre est un négoce très lucratif, et beaucoup de personnes en tirent profit.

Nous espérons que le Conseil de sécurité assumera ses responsabilités au titre de la Charte des Nations Unies, mais aussi à l'égard de l'humanité, et qu'il œuvrera de concert pour libérer l'humanité du fléau de la guerre et qu'il ne nous mènera pas à une impasse d'où, comme nous le savons bien et comme l'histoire nous l'a appris, il est très difficile de sortir.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentante des États-Unis.

Je remercie M. de Mistura de son exposé utile et instructif d'aujourd'hui. Nous apprécions son engagement dans de ce processus.

La semaine dernière, Bashar Al-Assad a une fois de plus terrorisé sa population à l'aide d'une des armes les plus terribles au monde. L'attaque meurtrière d'Al-Assad nous a tous ébranlés au plus profond de nous-mêmes. Elle a montré une fois de plus au monde qu'Al-Assad n'est pas un partenaire pour la paix. Elle a montré ce qu'il se passe lorsque les alliés d'Al-Assad – la Russie, l'Iran et le Hezbollah – décident de soutenir un régime barbare au lieu de s'associer au reste du monde pour le stopper.

Lorsque les avions d'Al-Assad ont largué des armes chimiques, son régime a violé une résolution du Conseil – la résolution 2118 (2013) – et la Convention sur les armes chimiques. Al-Assad a tourné en dérision toutes les garanties que nous avaient donné les Russes quant au fait qu'il n'y avait pas d'armes chimiques en Syrie. Les États-Unis ont été contraints d'agir. Nous ne permettrons pas que des armes chimiques soient utilisées sans que cela ait de conséquences. Nous ne détournerons pas les yeux. Nous surveillons de près les agissements du régime.

Mes collègues russes s'isolent de la communauté internationale à chaque fois qu'un avion d'Al-Assad largue un baril d'explosifs sur des civils et à chaque fois qu'Al-Assad tente de faire mourir de faim une autre communauté. Les gens – pas simplement en Occident, mais également dans tout le Moyen-Orient et dans le reste du monde – dénoncent la brutalité d'Al-Assad. Il est plus que temps que la Russie arrête de couvrir Al-Assad. Il est plus que temps que la Russie œuvre sérieusement à la paix et cesse de faire partie du problème.

Le chemin qui mène à la paix est long. Nous ne trouverons pas une solution politique du jour au lendemain, mais nous pouvons commencer par travailler de concert pour apaiser le conflit. En ce qui concerne la Russie, s'engager sérieusement en faveur de la paix nécessite avant tout de tenir l'engagement qu'elle a pris de retirer les armes chimiques de la Syrie. Nous exhortons la Russie à user de son influence pour pousser Al-Assad à honorer ses obligations internationales. Cela suppose d'accorder aux enquêteurs déjà nommés par des mécanismes existants un accès sans entrave aux bases depuis lesquelles le régime a lancé ses attaques à l'arme chimique ainsi qu'un accès à toutes les personnes potentiellement impliquées.

La Russie parle de son attachement à un règlement politique. Elle doit s'engager en faveur des pourparlers de Genève. L'heure est venue pour la Russie de montrer au monde qu'elle souhaite véritablement prendre part au processus politique. Nous voulons qu'il y ait un cessez-le-feu véritable sur le terrain. Nous voulons qu'il y ait un processus politique crédible qui permette aux Syriens de déterminer leur avenir. Nous voulons que la Russie choisisse le camp du monde civilisé plutôt que le Gouvernement d'Al-Assad qui terrorise brutalement sa

propre population. Les États-Unis sont prêts à jouer leur rôle. La Russie doit faire de même.

S'engager sérieusement en faveur de la paix signifie également que nous devons être honnêtes en ce qui concerne le rôle de l'Iran en Syrie. L'Iran est le principal complice d'Al-Assad et des actes effroyables que commet le régime. Aux côtés des généraux d'Al-Assad il y a des conseillers iraniens qui leur murmurent à l'oreille ou donnent des ordres. Aux côtés des soldats d'Al-Assad il y a des milices du Hezbollah, avec des armes fournies par l'Iran et le pouvoir de l'emporter sur l'armée syrienne. L'Iran jette de l'huile sur le feu de la guerre en Syrie afin d'élargir son influence.

Le Conseil doit braquer les projecteurs sur les actes barbares que commet l'Iran en Syrie. Nous devons exiger collectivement que l'Iran mette un terme à ces agissements. Nous devons veiller à ce que l'Iran ne puisse utiliser la Syrie comme base pour continuer de terroriser le peuple syrien et l'ensemble de la région.

Le Conseil doit par ailleurs œuvrer sérieusement à la paix en Syrie. Mois après mois, nous répétons la même chose dans cette salle. Nous affirmons tous qu'il n'existe pas de solution militaire à ce conflit, mais penchons-nous sur les événements sur le terrain. La pertinence du Conseil dépend de sa capacité à prendre des mesures pour condamner les responsables de la violence et les amener à répondre du non-respect de ses exigences. Le Conseil ne doit pas se contenter de se prononcer en faveur d'un règlement politique, il doit aussi faire pression sur les parties pour le prouver. Cela signifie que nous devons adopter des résolutions qui traduisent notre pensée – des résolutions que nous sommes tous prêts à défendre.

Ainsi, la tournure que prendront les événements en Syrie dépendra de ce que toutes les parties choisiront de faire. De leur côté, les États-Unis continueront d'user de leur influence sur toutes les parties concernées pour promouvoir la paix. Nous encouragerons également nos alliés à faire jouer leur influence sur tous les groupes d'opposition. Nous n'appuierons pas un processus couvrant Al-Assad alors que celui-ci cherche à gagner du temps et que ses forces massacrent le peuple syrien, et comme nous l'avons montré la semaine dernière, nous ne permettrons pas que des armes chimiques continuent d'être utilisées. Nous ne tolérerons tout simplement pas certains agissements du régime d'Al-Assad.

Les États-Unis sont fermement convaincus qu'un processus politique peut fonctionner en dépit des pronostics. Nous demeurons attachés au processus de Genève. Nous sommes prêts à peser de tout notre poids et à mobiliser nos ressources en faveur de la diplomatie. Nous sommes prêts à mettre fin à ce conflit. Ceci dit, notre engagement n'est pas suffisant. Les États-Unis comptent sur des partenaires qui sont réellement prêts à user de leur influence sur le régime d'Al-Assad et déterminés à vaincre l'État islamique d'Iraq et du Cham. Chaque pays doit jouer son rôle. Nous devons tous nous engager non seulement par nos paroles, mais également par nos actes pour réaliser notre objectif commun – la paix en Syrie.

Je reprends à présent mes fonctions de Présidente du Conseil.

Je donne la parole au représentant de la République arabe syrienne, que nous prions de tenir compte du temps.

M. Ja'afari (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : J'espère que vous aurez la patience, Madame la Présidente, en votre qualité de Présidente du Conseil pour ce mois, d'écouter ce que j'ai à dire. J'ai écouté attentivement tous mes collègues, et j'ai le droit et le devoir, en tant que représentant d'un Membre fondateur de l'Organisation, d'informer mes collègues du point de vue de mon gouvernement.

Il y a 14 ans, quelques semaines avant le 19 mars 2003, qui a marqué le début de l'invasion de l'Iraq, j'étais assis derrière le Ministre des affaires étrangères d'alors de mon pays, qui occupait la place qu'occupe aujourd'hui le représentant de l'Italie. J'ai participé à la séance durant laquelle Colin Powell, alors Secrétaire d'État des États-Unis, a parlé de la présence d'armes de destruction massive en Iraq (S/PV.4701). J'étais présent.

Chacun se souvient de ce que les chefs des commissions d'enquête et d'inspection avaient dit sur les prétendues armes de destruction massive en Iraq, notamment Ralph Ekeus, Richard Butler, Scott Ritter et Hans Blix et d'autres. Ils ont affirmé qu'il n'y avait pas d'armes de destruction massive en Iraq et que ces accusations étaient un prétexte pour envahir et occuper l'Iraq.

Et, ce qui est encore plus répréhensible, les membres du Conseil se souviendront sans doute – ou tout du moins certains d'entre eux – que fin 2008, le Conseil a décidé, après la fin de l'enquête sur la

prétendue présence d'armes de destruction massive en Iraq, d'enterrer les archives de la Commission spéciale constituée en application de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité et de la Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies en les plaçant dans des coffres afin que personne ne puisse y accéder à part le Secrétaire général. Ces coffres ont été scellés et ne pourront être rouverts qu'une fois que 60 années se seront écoulées. Pouvez-vous imaginer, Madame la Présidente, les secrets que renferment les archives de ces deux commissions?

La décision du Royaume-Uni de sortir de l'Union européenne semble l'avoir motivés à chercher à jouer un nouveau rôle dans le monde - elle accumule ainsi des déclarations et positions irrationnelles et extrêmes au Conseil. Nous nous rappelons du rôle criminel joué par Tony Blair, qui a encouragé l'invasion de l'Iraq il y a 14 ans, fabriquant le mensonge de l'existence d'armes de destruction massive iraquiennes et poussant l'éléphant américain à détruire la poterie lustrée iraquienne avec une brutalité dont le peuple iraquien continue de payer le prix à ce jour.

Je prononce cette déclaration après plus de trois mois d'absence, durant lesquels j'ai dirigé la délégation de la République arabe syrienne qui a participé aux pourparlers entre Syriens, faisant la navette entre Astana et Genève, en vue de lancer un dialogue sérieux qui mènerait à un règlement politique dans le cadre d'un processus dirigé par les Syriens, sans intervention étrangère, et permettrait d'unifier la lutte contre le terrorisme. Il y a une semaine, nous pensions participer à la présente séance pour informer le Conseil de sécurité des progrès accomplis récemment à Astana et Genève, fournir l'appui nécessaire à l'Envoyé spécial du Secrétaire général, M. de Mistura, ainsi qu'à toutes les parties qui déploient des efforts sérieux aux fins d'un règlement politique de la crise dans mon pays, la Syrie, et coordonner la lutte contre le terrorisme.

Malgré cet optimisme, l'Administration des États-Unis s'est obstinée à rejouer la même pièce de théâtre sanglante qu'elle avait mise en scène il y a 14 ans au Conseil pour s'en prendre à l'Iraq, une pièce intitulée *Le Mensonge des armes de destruction massive iraquiennes*. Une fois encore, l'Administration des États-Unis porte la guerre contre le terrorisme imposé à mon pays, la Syrie, à des niveaux dangereux et sans précédent en passant d'une agression par procuration menée par le biais de groupes terroristes armés, qui sont sous son contrôle depuis des années, à une nouvelle agression directe par la voie d'une action militaire directe contre la Syrie.

Les États-Unis, aux côtés de leurs alliés et de leurs agents dans la région, dirigent le terrorisme en Syrie. Ils ont fourni toutes formes d'appui aux groupes terroristes pour commettre les crimes les plus odieux contre les civils et les infrastructures syriennes, des crimes qui comprennent les agissements de la soi-disant coalition internationale. Des incidents récents ont prouvé que la coalition n'avait pas seulement détruit des infrastructures, elle avait également bombardé des civils et fourni une couverture aérienne au Front el-Nosra, à l'État islamique d'Iraq et du Levant et à d'autres groupes terroristes qui leur sont affiliés, lorsqu'elle a bombardé les positions de l'armée syrienne sur le mont Thardeh, à Deïr el-Zor, le 17 septembre 2016.

La soi-disant coalition internationale n'est pas la seule à avoir fourni un appui militaire direct et une couverture aérienne à des groupes armés terroristes. Israël est le premier à avoir eu l'honneur de soutenir le terrorisme. Depuis que les groupes terroristes, notamment le Front el-Nosra, ont commencé leurs opérations dans la zone de séparation, Israël a fourni toutes formes d'appui à ces groupes, y compris des secours médicaux et des soins aux terroristes blessés aux frais du régime qatari, comme les membres du Conseil le savent. Israël a fourni une couverture aérienne en lançant des frappes aériennes contre des positions de l'armée syrienne chaque fois que cette dernière avait pu gagner du terrain contre ces groupes terroristes. Pire encore, Israël a fourni un appui direct à l'État islamique d'Iraq et du Levant en lançant des frappes aériennes le 17 mars contre des positions de l'armée syrienne à Palmyre afin d'appuyer les opérations de l'État islamique dans cette ville.

Des manœuvres similaires ont eu lieu dans la matinée du vendredi 7 avril. L'Administration des États-Unis et ses alliés, jugeant que les groupes terroristes qu'ils avaient armés, entraînés et financés commençaient à perdre du terrain à cause des lourdes pertes qui leur avaient été infligées par l'Armée syrienne et ses alliés, ont lancé leur attaque préméditée et flagrante contre la base aérienne de Shayrat en invoquant le prétexte de l'utilisation d'armes chimiques à Khan Cheikhoun, un village essentiellement sous le contrôle du Front el-Nosra. Ils ne se sont pas arrêtés là. Cette attaque a été précédée par des manœuvres politiques lorsque les États-Unis ont décidé d'exploiter les mécanismes internationaux du Conseil de sécurité pour présenter des

projets de résolution provocateurs qui imputeraient la faute au Gouvernement syrien pour l'odieuse utilisation d'armes chimiques, et pour détourner tout soupçon du véritable ennemi, les terroristes et leurs partisans.

Cette attaque dangereuse a été préparée pendant de nombreux mois dans les officines des services de renseignement à Tel-Aviv, Riyad, Doha, Ankara, Amman, Washington, Londres et Paris. Au cours des dernières années, ces mêmes capitales ont cherché à fournir à leurs agents terroristes à l'intérieur de la Syrie, notamment le Front el-Nosra, des produits chimiques toxiques pour qu'ils les utilisent, rejetant ensuite la faute sur le Gouvernement syrien. Cela a été le cas à Khan el-Assal, le 19 mars 2013, dans la Ghouta orientale le 21 août 2013, à Tell Méniss le 21 avril 2014 et à Sarmin et Qaminas le 16 mars 2015.

Je ne vais pas entrer dans le détail des plus de 90 lettres adressées au Conseil depuis le début de la crise. Ces lettres décrivent en détail la possession par des groupes terroristes armés d'éléments chimiques pouvant être utilisés contre des civils, et les plans visant à rejeter la faute sur le Gouvernement syrien en vue de le diaboliser aux yeux des membres du Conseil et de l'opinion publique mondiale, justifiant ainsi l'ingérence dans les affaires intérieures de la Syrie. Certaines lettres indiquent même qu'un criminel, citoyen syrien connu sous le nom de Haithem Al-Qasar, a transporté en contrebande du gaz sarin depuis la Libye via la Turquie dans un avion civil. Deux litres de gaz sarin ont été acheminés de la Libye via la Turquie à des groupes terroristes en Syrie. Nous avons donné au Conseil les noms, les dates, les incidents et les événements, ainsi que l'itinéraire du voyage entre la Libye et la Syrie dont je viens de parler.

Je voudrais appeler l'attention du Conseil sur une déclaration faite par l'ancien Ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, en juin 2013. Dans cette déclaration, il a dit que, lors d'une visite à Londres, il a été informé d'un complot contre la Syrie, dont l'objectif était de détruire le pays et d'isoler son gouvernement en raison de sa position anti-israélienne. Cela s'est passé deux ans avant le début de la crise en Syrie. M. Roland Dumas a été informé d'un complot visant à détruire la Syrie deux ans avant même que la crise ne commence!

Je tiens également à appeler l'attention du Conseil sur un article paru dans le *Daily Mail* de janvier 2013. Cet article, qui a été retiré et supprimé de son site peu de temps après, décrivait en détail des emails entre hauts responsables d'une entreprise britannique, Britam Defence. Ces messages électroniques évoquaient un complot entériné par Washington, selon lequel le Qatar, en coopération avec la Turquie, financerait des insurgés en Syrie pour qu'ils utilisent des armes chimiques. À cette époque, le Président Obama n'a eu qu'à tracer une ligne rouge et dire que tout emploi d'armes chimiques en Syrie ne serait pas toléré. Cette ligne rouge a été utilisée pour justifier une agression militaire contre la Syrie. Heureusement, il a fait marche arrière à la dernière minute, lorsque ses alliés européens ont décidé de faire défection face aux pressions croissantes de l'opinion publique internationale et à son rejet de toute ingérence en Syrie.

Les documents divulgués par Wikileaks prouvent que la Maison Blanche avait donné le feu vert à une attaque chimique dans la Ghouta orientale, dans la banlieue de Damas, afin de rejeter la responsabilité sur le Gouvernement syrien et d'utiliser l'attaque chimique comme une incitation à une agression militaire internationale contre la Syrie. Aujourd'hui, la nouvelle Administration des États-Unis, qui avait suscité de l'optimiste en nous, affirme que la lutte contre le terrorisme est l'une de ses priorités, mais ses alliés n'ont pas pu trouver un autre prétexte que revenir à la même tromperie de la ligne rouge et de fabriquer de toutes pièces l'incident de l'attaque à l'arme chimique à Khan Cheikhoun pour lancer une attaque contre la Syrie, saboter les pourparlers d'Astana et de Genève, tirer les groupes terroristes armés de la situation fâcheuse dans laquelle ils se trouvent et aider d'autres groupes de l'opposition à se dérober à leurs obligations concernant un règlement politique et la lutte contre le terrorisme.

Pourquoi? Parce que nous avons ajouté une autre corbeille aux pourparlers de Genève, celui de la lutte contre le terrorisme, ce qui n'a pas eu l'heur de plaire aux ennemis du volet politique en Syrie. Autrement, comment une personne raisonnable et sensée pourrait-elle accepter les mensonges, la désinformation et les accusations proférés contre la Syrie sur l'utilisation d'armes chimiques qu'elle ne possède même pas. Nous n'avons pas d'armes chimiques, comme le confirme le rapport de juin 2014 du Mécanisme d'enquête conjoint au Conseil, lorsque Mme Sigrid Kaag a dit que la Syrie n'avait plus aucune arme chimique. Pire encore, ce sont des navires des États-Unis en Méditerranée qui ont détruit les armes chimiques à l'époque.

L'ironie dans tout cela, c'est que cet évènement survient alors que l'armée syrienne et ses alliés

enregistrent des victoires écrasantes contre le terrorisme; que des accords de réconciliation sont conclus partout en Syrie; et que des avancées sont enregistrées dans le cadre des pourparlers d'Astana, au cours desquels, comme l'a dit M. de Mistura, on a insisté sur la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Syrie. En d'autres termes, cela signifie qu'il faut contrôler les frontières avec les pays voisins, en particulier la Turquie et la Jordanie, afin d'arrêter le flot de terroristes, de mettre fin aux actes d'hostilité, de séparer les groupes armés du Front el-Nosra et de l'EIIL et d'unir les efforts antiterroristes. Tels sont les résultats obtenus à Astana, qui, s'ils étaient mis en œuvre, mettraient fin à la crise syrienne dans les 24 heures.

L'attaque est intervenue à un moment où les pourparlers de Genève avaient réussi à définir une nouvelle vision pour une feuille de route en Syrie et alors qu'il y avait une détente diplomatique en faveur de mon pays. Plusieurs missions parlementaires, y compris en provenance de parlements occidentaux, se sont rendues dans mon pays afin d'informer l'opinion publique de ce qui se passe vraiment en Syrie et de réclamer de leurs gouvernements qu'ils appuient la Syrie dans sa guerre contre le terrorisme. Je pose cette question à tous ceux qui au Conseil continuent de recourir à la logique, à la raison et au droit pour tenter d'expliquer cette folie aveugle et ce désir sauvage de réduire mon pays et la région en cendres, et de conduire la communauté internationale vers une nouvelle ère de guerre et de conflit. Qu'il me soit permis de rappeler à tous que le terrorisme, l'extrémisme, la haine, la force militaire et la loi de la jungle seront les seuls vainqueurs de cette guerre.

Mon pays vous a envoyé hier, Madame la Présidente, et par votre intermédiaire à tous les autres membres, une lettre informant le Conseil que le Gouvernement syrien invitait le Directeur général de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques à envoyer une mission technique à Khan Cheikhoun et sur la base aérienne de Shayrat afin d'établir les faits. Autrement dit, le Gouvernement syrien veut lui aussi savoir qui a utilisé cet agent chimique dans notre pays. Nous devrions tous crier à l'unisson « non, non et non à la guerre » que recherchent les va-t-en-guerre et les ennemis de la loi. Pour eux, ce n'est que la routine, alors qu'ils sont assis confortablement chez eux, jouissant de leurs privilèges, de leurs revenus et de leur vanité.

Au cours de la dernière série de pourparlers à Genève, mon pays a soumis un certain nombre de documents à l'Envoyé spécial, à commencer par un document sur les principes généraux relatifs à une solution politique en Syrie, en vue de trouver un terrain d'entente logique et naturel pour commencer à discuter de toutes les questions relevant des quatre corbeilles. Nous avons également transmis d'autres documents, dont un sur la lutte contre le terrorisme. Au cours des neuf jours de pourparlers, nous avons abordé toutes les questions inscrites à l'ordre du jour qui avait été convenu. Malheureusement, nous n'avons pas trouvé à la table de négociation un partenaire sérieux, déterminé à lutter contre le terrorisme et à trouver une solution politique, sans parler des mouvements d'opposition, et pas seulement syriens.

Mon pays rejette toutes les tentatives des États-Unis, du Royaume-Uni et de la France de saboter les efforts de l'Envoyé spécial et de bloquer les pourparlers de Genève et d'Astana, auxquels nous avons participé avec sérieux, patience et de manière responsable parce que notre peuple nous a confié la responsabilité de défendre notre pays et d'arrêter l'effusion de sang. L'agression américaine n'empêchera pas le Gouvernement syrien et ses alliés de poursuivre leur guerre contre le terrorisme ni de participer constructivement aux prochains cycles de négociations à Astana et Genève pour discuter de l'ordre du jour convenu et de toutes les questions liées à la gouvernance, à la constitution, aux élections et à la lutte antiterroriste, de façon efficace et équilibrée. Par ailleurs, nous n'épargnerons aucun effort pour appuyer toute initiative cherchant sincèrement à trouver une solution politique qui permette aux Syriens de décider de leur propre avenir d'une manière qui préservera la souveraineté, l'indépendance, l'unité et l'intégrité territoriale de la Syrie.

Enfin, je suis étonné par la déclaration de mon ami le représentant de la France, qui a indiqué que son pays, avec les autres États, autrement dit le P3, était déterminé à présenter aujourd'hui un projet de résolution et à le mettre aux voix. Ce projet représente un acte diplomatique honteux et une provocation avant même qu'il y ait eu une enquête internationale honnête et indépendante de la part de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques. Il constitue une utilisation abusive des instruments du Conseil de sécurité qui n'est pas sans rappeler celle faite par le Royaume-Uni et les États-Unis d'Amérique contre l'Iraq il y a exactement 14 ans, le 9 avril 2003.

La séance est levée à 12 h 15.